



LA RESPONSABILITÉ FISCALE POUR LA RÉDUCTION DES INÉGALITÉS : À ÉGALITÉ !

Oxfam dans le Territoire palestinien occupé et Israël :
Mobilisation citoyenne et transparence accrue au
service de meilleurs budgets

Pôle de connaissance sur la
gouvernance et la citoyenneté



OXFAM

LA RESPONSABILITÉ FISCALE POUR LA RÉDUCTION DES INÉGALITÉS : À ÉGALITÉ !

OXFAM DANS LE TERRITOIRE PALESTINIEN OCCUPÉ ET ISRAËL : MOBILISATION CITOYENNE ET TRANSPARENCE ACCRUE AU SERVICE DE MEILLEURS BUDGETS

INTRODUCTION

Le Territoire palestinien occupé et Israël demeurent une région où les ONG et les organisations de la société civile (OSC) éprouvent des difficultés à intervenir.

Si les citoyens palestiniens ne s'impliquent et ne se laissent pas inciter facilement à agir pour régler les problématiques publiques, les différentes autorités ne se montrent quant à elles pas particulièrement à l'écoute de l'opinion des citoyens. Toutefois, grâce à une implication continue en faveur des campagnes citoyennes, au développement des capacités de la société civile et à l'engagement auprès de différents ministères et autorités, de grandes avancées ont été réalisées ces deux dernières années en matière d'impôts, de redevabilité budgétaire et de citoyenneté active. Oxfam et ses partenaires ont associé leurs stratégies tant du côté de la demande que de celui de l'offre du processus de gouvernance : campagnes publiques puissantes visant à mobiliser les citoyens d'une part, et lutte pour une transparence et une redevabilité accrues dans les budgets gouvernementaux alloués aux services sociaux d'autre part. Avec ses organisations partenaires que sont la Coalition for Accountability and Integrity (AMAN), l'Applied Research Institute Jerusalem (ARIJ) et la Palestine Initiative for the Promotion of Global Dialogue & Democracy (MIFTAH), Oxfam a exploité ses précédentes victoires en matière de transparence budgétaire afin d'inciter les citoyens à contribuer aux processus budgétaires gouvernementaux. Parallèlement, des campagnes publiques destinées à représenter les besoins et la voix des citoyens en matière de budget consacré à l'accès aux médicaments ont amené plus de 42 000 Palestiniens à soutenir la campagne, contribuant ainsi à accroître la pression publique en faveur d'un budget ministériel permettant de rendre les médicaments plus accessibles.

BUDGETS CITOYENS

Oxfam a aidé la MIFTAH et l'ARIJ à défendre la transparence budgétaire et à favoriser l'implication des citoyens dans divers processus budgétaires gouvernementaux. Les organisations ont défini plusieurs budgets citoyens avec différents ministères et ont montré l'exemple en matière d'instauration du dialogue avec le gouvernement. Un budget citoyen est une version simplifiée des budgets gouvernementaux publiés résumant les politiques nationales en termes d'allocation et de dépense budgétaires pour l'année à venir. Cette version simplifiée fournit aux citoyens des informations simples à comprendre concernant l'allocation budgétaire d'un ministère

précis, détaillant les sources des financements, la structure des dépenses et le montant des dépenses par programme envisagé et par bénéficiaire. [Cliquez ici](#) pour visualiser le budget citoyen élaboré en partenariat avec le ministère du Développement social, et publié en mars 2017.

En plus de fournir aux citoyens une vue d'ensemble facilement accessible du budget ministériel, la MIFTAH met à la disposition des fonctionnaires un service d'assistance technique et une formation sur les processus budgétaires participatifs et inclusifs. Une attention particulière a été accordée à la budgétisation sensible au genre et à la façon d'améliorer la prise en compte de l'opinion et des besoins des citoyens dans la définition du budget de la prochaine année fiscale. Cet engagement a donné lieu à la création d'une plateforme permettant de faciliter la consultation de la société civile dans le cadre de la définition des priorités politiques pour l'année fiscale à venir. Ce projet pilote a permis d'améliorer la transparence fiscale du ministère du Développement social. L'importance de l'implication des citoyens dans le processus budgétaire au niveau national a également été reconnue par d'autres ministères, et un partenariat a été établi avec le ministère de l'Éducation. Celui-ci a permis d'élaborer le tout premier budget citoyen pour le secteur de l'éducation. La collaboration avec ces deux ministères est un signe positif tendant à montrer que les ministères de l'Autorité palestinienne pourraient afficher une plus grande volonté politique de promouvoir une budgétisation inclusive, participative et sensible au genre ainsi que la généralisation de la transparence budgétaire.

« Les ministères écoutent, ils ne sont pas uniquement ouverts à la collaboration avec nous, ils nous écoutent et participent aux discussions. Il s'agit d'une relation collaborative et saine entre une OSC et une institution officielle. Nous ne les attaquons pas, nous influençons leurs décisions de façon pacifique. »

Tamara Tamimi, MIFTAH

Mi-2018, la MIFTAH avait élaboré et publié des budgets citoyens avec le ministère du Développement social, le ministère de l'Éducation et le ministère de la Santé. L'ARIJ avait pour sa part élaboré et publié un budget citoyen avec le ministère de la Gouvernance locale. Cela signifie qu'avec Oxfam, la MIFTAH et l'ARIJ ont réussi à orienter l'intégralité du secteur social dans le Territoire palestinien occupé vers davantage de transparence et de redevabilité, ouvrant ainsi la voie au dialogue entre le gouvernement et les citoyens, les budgets citoyens servant de plateforme d'engagement.



CAMPAGNE MONEY 4 MEDICINE

Une fois les informations budgétaires connues du public, l'étape suivante consiste logiquement à faire campagne en faveur de certaines allocations budgétaires qui se sont avérées insuffisantes. Après avoir mené une étude de référence/perception, Oxfam et ses partenaires ont conclu que les citoyens palestiniens considéraient l'accès aux services de santé comme extrêmement important, mais qu'ils éprouvaient des difficultés à obtenir des institutions de santé publique les médicaments dont ils avaient besoin. Les réponses des personnes interrogées ont montré que les citoyens considéraient « le manque de médicaments indispensables pour des traitements ou interventions sûrs » comme leur première priorité.

« Les services de santé sont insuffisants, ils ne sont pas toujours disponibles. Certains types de médicaments sont très chers, ce qui implique que les autorités ne les fournissent pas gratuitement aux Palestiniens. J'ai déjà rencontré ce problème, car mon mari souffre d'une maladie rénale et nous avons pu constater par nous-mêmes que tous les médicaments nécessaires ne sont pas disponibles, ce qui nous oblige à aller les acheter ailleurs. Je ne sais pas quelle est la cause de ce problème, mais il est bien réel. Le système n'est pas bien organisé. » Manar, 37 ans, membre de la communauté de Bethléem.

L'AMAN, l'ARIJ, la MIFTAH et Oxfam sont parvenus à la conclusion que pour contribuer au mieux à un système de santé opérationnel et le rendre abordable pour les

LA RESPONSABILITÉ FISCALE POUR LA RÉDUCTION DES INÉGALITÉS : À ÉGALITÉ !

OXFAM DANS LE TERRITOIRE PALESTINIEN OCCUPÉ ET ISRAËL : MOBILISATION CITOYENNE ET TRANSPARENCE ACCRUE AU SERVICE DE MEILLEURS BUDGETS

citoyens, il est nécessaire que le ministère de la Santé se voie allouer un budget suffisant pour rendre les médicaments disponibles. En outre, le processus budgétaire de l'Autorité palestinienne manque de transparence et de mécanismes favorisant la redevabilité, ce qui donne aux individus l'impression qu'ils ne peuvent pas influencer l'allocation des dépenses publiques.

La campagne *Money 4 Medicine* débutée en 2017 avait pour objectifs :

- d'impliquer et de mobiliser le public palestinien concernant la problématique du budget alloué aux soins de santé
- de faire en sorte que les besoins des citoyens soient pris en compte dans le processus d'allocation budgétaire
- de mettre des médicaments abordables à la disposition des Palestiniens

Oxfam et ses partenaires ont établi qu'une campagne publique constituerait la meilleure façon d'impliquer les citoyens sur cette question et de les encourager à exprimer leurs besoins et inquiétudes liés au financement de la santé. S'appuyant sur les enseignements tirés de la campagne mondiale À égalité !, Oxfam et ses partenaires ont lancé une campagne publique nationale baptisée *Money 4 Medicine*. La campagne ciblait les jeunes palestiniens, considérés comme les plus susceptibles d'avoir l'énergie et la volonté de s'engager dans les débats publics.

L'équipe s'est appuyée sur des stratégies de mobilisation en ligne et hors ligne pour échanger à propos du budget alloué aux services de santé et aux médicaments dans le Territoire palestinien occupé. Une page Facebook *Money 4 Medicine* a été créée, sur laquelle les individus pouvaient signer une pétition. Hors ligne, les citoyens ont été abordés lors de festivals de musique dans lesquels la campagne avait un stand, les bénévoles leur expliquant comment cette question était devenue une priorité et de quelle façon ils pouvaient agir. Suite à ces échanges, ce groupe de bénévoles s'est agrandi et rapidement, 80 personnes supplémentaires exprimaient la volonté de soutenir la campagne, faisant don de leur énergie et de leur temps libre. Parallèlement, il est devenu plus difficile de s'engager en ligne en raison de la promulgation de la loi sur les délits électroniques (Electronic Crime Act) ¹.

Qu'est-ce qui explique le succès de cette campagne ?

La campagne avait trois principaux atouts. D'abord, l'accent mis sur la mobilisation hors ligne et en ligne a garanti une portée maximale. L'association de différentes

stratégies a permis à la campagne de toucher bien plus de citoyens dans tout le pays que cela n'aurait été le cas autrement. Hors ligne, la mobilisation des bénévoles et des autres citoyens a permis d'accroître considérablement la portée de la campagne. Dans différentes villes et à l'occasion de plusieurs festivals, les bénévoles ont parlé aux citoyens des défaillances des services de santé. Il s'agit d'une problématique qui affecte de nombreux citoyens ayant subi ou vu des membres de leur famille subir personnellement ces défaillances. Les bénévoles demandaient simplement aux citoyens de soutenir l'appel à l'action de la campagne *Money 4 Medicine* au lieu de leur demander par exemple de soutenir tous les programmes de changement d'une OSC spécifique.

Cette focalisation sur la thématique principale a incité les citoyens à se sentir concernés et à soutenir la campagne. En ligne, la campagne a dû être réadaptée au fil du temps, puisque quelques semaines après son lancement, il est devenu évident que les citoyens ne se sentaient pas libres de soutenir la campagne/signer la pétition en indiquant leur nom et leurs coordonnées. Pour aider les sympathisants potentiels à se sentir plus à l'aise, Oxfam et ses partenaires ont modifié la pétition afin que chaque signataire puisse rester anonyme et ne soit pas obligé de saisir ses informations d'identification sur Facebook. Le volet hors ligne de la campagne s'est avéré le plus efficace, car la plupart des signatures ont été recueillies par les bénévoles. Plus important encore, la campagne a permis aux citoyens d'exprimer collectivement leurs besoins au ministère des Finances, et les a convaincus qu'ils avaient la capacité de le faire.

« Il existe un espace propice au travail de campagne, mais dans une certaine mesure. J'en veux pour preuve que la grande majorité des signatures ont été recueillies hors ligne, grâce aux bénévoles qui ont arpenté les rues. Nous n'avons recueilli que 1 500 signatures en ligne. Toutefois, sur le terrain dans les villes, nous en avons récolté plus de 19 000. Cela prouve bien que nombre de nos concitoyens ne se focalisent pas sur les réseaux sociaux pour faire campagne ou exercer des moyens de pression. » Nizar Abu-Aita, ARIJ

Ensuite, la campagne a mis la problématique au centre, et ne s'est pas focalisée sur les organisations qui la menaient. Elle a été baptisée *Money 4 Medicine*, et nous avons délibérément choisi de ne pas afficher d'autres logos d'organisations partenaires. Oxfam et ses



partenaires ont fait ce choix car elles ont compris qu'il serait plus facile pour les citoyens de se retrouver dans la campagne de cette façon, car bon nombre d'entre eux avaient déjà subi personnellement le manque d'accès aux médicaments et à des soins de santé adaptés.

Une iconographie plus élaborée aurait détourné l'attention de la problématique centrale, et les citoyens auraient peut-être davantage hésité à s'exprimer sur le sujet. En outre, Oxfam a appris grâce à son étude de référence qu'en règle générale, les Palestiniens ne font que peu confiance aux institutions publiques, aux OSC et aux ONG. Ce problème devait être résolu afin de favoriser la participation des citoyens à la campagne.

Le secteur officiel de la santé se montre plus ouvert à s'engager auprès de la société civile. Même si nous avons connu une période de frictions et de tensions, la campagne a atteint son objectif, et le ministère de la Santé a déclaré que les OSC

pouvaient inspecter librement les entrepôts contenant les stocks de médicaments. J'estime que c'est une preuve d'ouverture. Une telle amélioration prend beaucoup de temps, mais j'entrevois un immense potentiel. »

Tamara Tamimi, MIFTAH

Troisièmement, la campagne a permis de consolider le partenariat établi entre Oxfam et l'AMAN, l'ARIJ et la MIFTAH. Une coopération fructueuse a vu le jour grâce à la conception et à la mise en œuvre communes de la campagne. Oxfam a également aidé ces organisations à développer leurs compétences numériques, qu'elles utilisent aujourd'hui pour leur travail de campagne à l'échelle locale. Une meilleure coopération implique que davantage de citoyens peuvent être touchés, et que les organisations peuvent s'appuyer sur les réseaux des autres dans toute la Palestine et dans les différents ministères.



LA RESPONSABILITÉ FISCALE POUR LA RÉDUCTION DES INÉGALITÉS : À ÉGALITÉ ! OXFAM DANS LE TERRITOIRE PALESTINIEN OCCUPÉ ET ISRAËL : MOBILISATION CITOYENNE ET TRANSPARENCE ACCRUE AU SERVICE DE MEILLEURS BUDGETS



RÉUSSITES ET IMPACT DE LA CAMPAGNE MONEY 4 MEDICINE ET DES BUDGETS CITOYENS

Campagne Money 4 Medicine

Malgré le contexte difficile et l'espace relativement restreint offert à la mobilisation des citoyens, la campagne a été soutenue par 42 000 personnes dans le Territoire palestinien occupé. Elle a créé une dynamique positive auprès des citoyens, dans un contexte où le processus démocratique est globalement défaillant. Les citoyens ont exprimé leur soutien en signant une pétition en ligne sur Facebook ou dans les rues après avoir échangé avec des bénévoles. Compte tenu de la portée considérable de la campagne, il est devenu évident que le manque de

médicaments adaptés était largement considéré comme un problème de grande envergure par les citoyens et le gouvernement. Le ministère de la Santé a publié un communiqué dans lequel il explique avoir le budget nécessaire pour fournir des médicaments, et qu'il avait en réalité déjà commencé à le faire. Oxfam et ses partenaires ont décidé de vérifier cette information et ont découvert que le déficit budgétaire ayant engendré les pénuries de médicaments avait été comblé. 65 millions de shekalim (environ 17,5 millions de dollars) supplémentaires ont été débloqués pour payer les fournisseurs, ce qui a rendu à nouveau les médicaments abordables et accessibles pour les Palestiniens. L'AMAN, l'ARIJ, la MIFTAH et Oxfam ont alors décidé de mettre un terme à la campagne, car elle avait atteint ses objectifs.



Budgets citoyens

Une plateforme commune a été créée avec le ministère du Développement social afin de permettre aux citoyens et à la société civile de participer à l'établissement du processus budgétaire de l'année fiscale à venir. Le processus a garanti l'intégration des questions de genre en s'appuyant sur des données ventilées par sexe et en focalisant l'attention sur l'accès des femmes aux services fournis par le ministère du Développement social. Cela permettra de soutenir d'autres actions visant à combler les inégalités entre les genres dans le cadre des services fournis par le ministère.

Ce projet a permis d'inciter le ministère des Finances à augmenter le budget alloué au ministère du Développement social. Cette réussite en matière d'amélioration de la transparence fiscale et de budgétisation participative ouvre la voie à l'implication

d'autres ministères. L'ARIJ a contacté le ministère de la Gouvernance locale, qui a accepté d'autoriser plusieurs de ses fonctionnaires à suivre une formation consacrée à la budgétisation participative. Le ministère des Finances a même prouvé sa volonté politique d'améliorer la transparence en s'appuyant sur le Citizens Budget Manual, (Manuel de budget citoyen) de la MIFTAH, et en publiant son propre budget citoyen en 2018.

Nous avons constaté une amélioration de la transparence fiscale dans l'ensemble des ministères qui ont collaboré avec l'équipe afin d'élaborer des budgets citoyens, et ces derniers ont suivi des recommandations politiques visant à améliorer la transparence et la participation. Les citoyens comprennent mieux le concept de budget ministériel et sont en mesure d'exprimer leurs besoins et leurs intérêts associés à l'élaboration du budget de l'année fiscale à venir.

QU'AVONS-NOUS APPRIS GRÂCE À CE TRAVAIL ?

- La flexibilité est essentielle. Si la planification des campagnes est importante, la réponse du public et des autorités détermine la façon dont la campagne se poursuit. Dans le cadre de la campagne *Money 4 Medicine*, la réussite de l'initiative constituait le principal défi. L'équipe a dû réévaluer et modifier la campagne en raison du rejet exprimé par le gouvernement.
- Compte tenu du manque d'espace dont bénéficient les OSC pour intervenir dans le Territoire palestinien occupé et Israël, il était essentiel pour le succès de la campagne que l'accent soit mis sur la problématique centrale de *Money 4 Medicine*, et non sur Oxfam ou ses organisations partenaires. Aucun logo des organisations partenaires n'a été utilisé pour la campagne. Cela a offert à l'équipe de campagne l'espace nécessaire pour agir, et aux citoyens l'espace nécessaire pour s'impliquer.
- Les citoyens se sont sentis plus libres de s'engager et de soutenir la campagne *Money 4 Medicine* lorsqu'ils avaient la possibilité de le faire de façon anonyme. Lorsque l'équipe a réalisé que le fait de signer la pétition en indiquant son nom et son adresse e-mail n'était pas considéré comme une pratique confidentielle, elle a modifié la pétition afin que les citoyens puissent soutenir la campagne anonymement.
- La collaboration entre Oxfam, ses organisations partenaires et les différents ministères montre qu'une meilleure transparence fiscale est possible et constitue une manière importante de garantir que les budgets locaux et nationaux en Palestine répondent mieux aux besoins des individus pauvres et marginalisés.
- Créer une relation de coopération positive avec un ministère précis peut aider à forger des relations avec d'autres ministères. Montrer qu'une amélioration de l'implication des citoyens dans le processus budgétaire contribue à améliorer les services fournis par un ministère et sa transparence fiscale permet de s'engager plus facilement auprès d'autres ministères.

© Oxfam International, mars 2019

Pour de plus amples informations, contacter l'auteur :

ROSELIE SCHONEWILLE

Roselie.Schonewille@oxfamnovib.nl

Responsable Connaissance et Apprentissage F.A.I.R. Pôle de connaissance sur la gouvernance et la citoyenneté

À PROPOS DE CETTE ÉTUDE DE CAS

Cette étude de cas fait partie du Fiscal Justice Track Record d'Oxfam. Cette série complète le **Global Track Record on Fiscal Justice** (2016) et offre une vision détaillée et actuelle du travail mené par Oxfam et ses partenaires en matière de justice fiscale et de lutte contre les inégalités dans différents pays. Le programme F.A.I.R.-EiU d'Oxfam vise à donner à tous les citoyens les moyens de rétablir les inégalités de pouvoir et d'influence afin que les systèmes fiscaux soient plus progressifs et que les gouvernements appliquent des politiques fiscales et de dépenses bénéficiant au plus grand nombre, et non à une minorité. Le **programme F.A.I.R.- EiU** englobe les actions menées par Oxfam et ses partenaires dans plus de 40 pays.

Dans le Territoire palestinien occupé et Israël, ce projet est soutenu par le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas et des fonds non alloués d'Oxfam.

NOTES

- ¹ Le 24 juin 2017, le Président de l'Autorité palestinienne a publié un décret présidentiel baptisé « Electronic Crimes Law ». Cette loi restreint encore davantage la liberté pour les Palestiniens de s'exprimer en ligne, et rend les internautes, dont la majorité sont des jeunes, passibles de poursuites de la part de l'Autorité palestinienne. Cette loi a été critiquée par la société civile locale et internationale parce qu'elle confère aux autorités le droit discrétionnaire : d'imposer des peines de prison et de lourdes amendes pour avoir critiqué les autorités en ligne de manière pacifique ; de mettre les individus sous surveillance ; de contraindre les fournisseurs d'accès à conserver les données de leurs clients ; de bloquer les sites web sans mesures suffisantes en matière de droit à la vie privée et de liberté d'expression.

PHOTOS

Page 1 : Bénévole recueillant des signatures sur le stand de la campagne M4M à Qalqilia. Photo : Lotfi Hasanin

Page 3 : Bénévole recueillant des signatures dans une rue de Qalqilia. Photo : Saed Zaid.

Page 5 : Bénévole parlant avec des citoyens de la problématique associée à la campagne *Money 4 Medicine* à Qalqilia. Photo : Saed Zaid.

Page 6 : Deux jeunes hommes recueillant des signatures dans une rue de Qalqilia. Photo : Lotfi Hasanin.



OXFAM